

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la Société Coopérative Agricole AXEREAL
pour une exploitation dénommée AXEREAL Lutz-en-Dunois
située sur la commune de Villemaury,
N° AIOT : 0010000160**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

VU le récépissé de déclaration du 23 décembre 1969 relatif à un magasin de stockage de céréales et un dépôt de liquides inflammables de 2^{ème} catégorie comprenant un réservoir souterrain de 50 000 litres de capacité, délivré au bénéfice de la COOPERATIVE AGRICOLE DU DUNOIS pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;

VU le récépissé de déclaration du 20 octobre 1978 relatif à un dépôt de 50 000 kg de gaz combustibles liquéfiés, délivré au bénéfice de la COOPERATIVE AGRICOLE DU DUNOIS pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;

- VU** le récépissé d'antériorité du 2 février 1987 relatif à un dépôt de 2 350 m³ d'engrais liquides ;
- VU** le récépissé d'antériorité du 26 juillet 1993 relatif à un dépôt de 2 500 m³ d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et un dépôt de produits phytopharmaceutiques dont moins de 1 tonne de produits solides très toxiques et moins de 250 kg de produits liquides très toxiques, délivré au bénéfice de la COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;
- VU** le récépissé d'antériorité du 26 juillet 1993 relatif à un dépôt de 2 500 m³ d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et un dépôt de produits phytopharmaceutiques, délivré au bénéfice de la COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 août 1993 autorisant la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS à exploiter un centre de stockage de céréales sur la commune de Lutz-en-Dunois ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 juin 1998 fixant des prescriptions complémentaires à la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Lutz-en-Dunois ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 août 2002 fixant des prescriptions complémentaires relatives au dépôt d'engrais solides exploité par la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS sur la commune de Lutz-en-Dunois ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2005 portant prescriptions sur des dépôts d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium exploités par la COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS sur la commune de Lutz-en-Dunois ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2007 relatif au dépôt d'engrais solides exploité par la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DU DUNOIS sur la commune de Lutz-en-Dunois ;
- VU** la lettre préfectorale du 16 février 2010 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société AXEREAL ;
- VU** le récépissé d'antériorité du 15 juin 2041 relatif aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux — rubriques 2718 et 2714 délivré au bénéfice de la société AXEREAL pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;
- VU** la lettre préfectorale du 24 octobre 2014 prenant acte du changement de dénomination sociale au profit de la SCA AXEREAL ;
- VU** le récépissé de déclaration du 1^{er} avril 1998 relatif à un entrepôt couvert de 48 000 m² de matières, produits ou substances combustibles, une installation de broyage de substances végétales et de tous produits organiques naturels de puissance 186 kW ainsi qu'une installation de réfrigération ou compression, délivré au bénéfice de la SOCIÉTÉ EPI DE BEAUCE pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;
- VU** la déclaration d'existence du 13 avril 2011 de la société AXEREAL relative à la distribution de carburant relevant de la rubrique 4735 de la nomenclature des Installations classées ;

VU la déclaration d'existence du 7 mars 2013 de la société AXEREAL relative aux installations de collecte de déchets non dangereux - rubrique 2710-2 pour son établissement de Lutz-en-Dunois ;

VU la déclaration d'existence du 20 mai 2016 de la SCA AXEREAL relative au classement des activités de stockage de substances et produits dangereux, suite à la parution des décrets n° 2014-284 et 2014-285 du 3 mars 2014 susvisés, comprenant une diminution des stockages d'engrais relevant de la rubrique 4702-II de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 18 juillet 2016 au bénéfice de la SCA AXEREAL, relative à l'établissement exploité par ta société EPI DE BEAUCE à Lutz-en-Dunois ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 04 avril 2025 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 avril 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 02 mai 2025 informant l'exploitant des constats relevés, du projet d'arrêté de mise en demeure, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations émises par l'exploitant par courriel du 27 mai 2025;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 04 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence excessive de poussière au niveau de l'escalier menant au transporteur à bande d'ensilage par la tour de manutention, le palier du transporteur à bande d'ensilage ainsi que les parois de toitures du silo 1 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la présence de poussière, en quantité importante, peut conduire à de graves accidents (explosions) lorsque les poussières en suspension sont enflammées par une source d'énergie suffisante ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société Coopérative agricole AXEREAL de respecter les prescriptions de l'article 13 précité de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La Société Coopérative Agricole AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture – CS 40639 à Olivet (45166), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur son site dénommé AXEREAL Lutz-en-Dunois implanté sur le territoire de la commune de Villemaury, de respecter les dispositions de :

- l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 précité, en procédant au nettoyage complet de la tour de manutention et plus particulièrement dans ses parties supérieures, ainsi que le volume ciel de cellules du silo 1, **dans un délai de 30 jours, à compter de la notification du présent arrêté ;**

ARTICLE 2 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS UTILES

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées :

- le plan des actions correctives envisagées accompagné d'un échéancier de réalisation ;
- tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 04 JUIN 2025

Le Préfet, Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Agnès BONJEAN